

Sujet : [INTERNET] DAE Carrière de St-Gingolph – Enquête publique - Observations de la société CHB en réponse au mémoire rédigé par le Cabinet BILLIoud produit le 30 octobre 2023 par la société BOCHATON FRERES

De : > francois.garcin (par Internet) <francois.garcin@chavaz.fr>

Date : 30/11/2023 à 11:07

Pour : "ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr" <ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr>

Copie à : Bernard CHAVAZ <bernard.chavaz@chavaz.fr>

Bonjour madame le commissaire enquêteur,

Je vous prie de bien vouloir trouver en pièce jointe du présent courriel, le mémoire en date du 22/11/2023 rédigé par le Cabinet Boivin. Ce dernier contient les observations de la société CHB en réponse au mémoire rédigé par le Cabinet BILLIoud produit le 30 octobre 2023 par la société BOCHATON FRERES (Em. n°1) dans le cadre de l'enquête publique portant sur l'ouverture d'une carrière de roche massive sur le territoire de la commune de Saint-Gingolph.

Veuillez agréer, madame le commissaire enquêteur, l'expression de nos salutations distinguées.



François GARCIN
Directeur Développement et Environnement

06.19.98.44.98

WWW.CHAVAZ.FR



CE 2+

CHAVAZ PÈRE & FILS 423 Chemin de Balme, 74100 ETREMBIERES - 04.50.39.92.50

— Pièces jointes : —

CHB - Mémoire en réponse - VF (B&A au 22.11.23).pdf

349 Ko



**Observations de la société CHB
en réponse au mémoire produit le 30 octobre 2023
par la société BOCHATON FRERES
dans le cadre de l'enquête publique
portant sur l'ouverture d'une carrière de roche massive
sur le territoire de la commune de Saint-Gingolph**

A l'attention de Mme Claire RATOUIS,
Commissaire enquêteur

Madame le Commissaire enquêteur,

La société CHB, dont nous sommes les conseils, nous a demandé de prendre votre attache afin de vous faire part des observations qu'appelle de sa part le mémoire que la société BOCHATON FRERES vous a adressé le 30 octobre 2023, dans le cadre de l'enquête publique relative à l'ouverture d'une carrière de roche massive sur le territoire de la commune de Saint-Gingolph, dans le département de la Haute-Savoie.

En premier lieu et à titre principal, la société CHB souhaite appeler votre attention sur le fait que les demandes formulées par la société BOCHATON FRERES **sont irrecevables**, faute pour la société BOCHATON FRERES de disposer d'une quelconque qualité pour intervenir dans le cadre des présentes opérations d'enquête publique, qu'elle instrumentalise pour des considérations **étrangères** à la protection de l'environnement (I).

En second lieu et à titre subsidiaire, la société CHB entend saisir l'occasion du présent document pour souligner que les arguments invoqués par la société BOCHATON FRERES **ne sont pas fondés** (II).

I/ A titre principal, sur l'irrecevabilité des demandes formulées par la société BOCHATON FRERES

A titre principal, vous pourrez écarter d'emblée les demandes formulées par la société BOCHATON FRERES dans son mémoire en tant qu'elles visent – en réalité – à instrumentaliser les opérations d'enquête publique qui vous ont été confiées dans l'optique de faire échec au projet porté par la société CHB, pour des raisons dépourvues de tout lien avec la protection de l'environnement.

En effet, la société BOCHATON FRERES ne constitue pas un tiers intéressé au sens de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, mais l'un des principaux concurrents de la société CHB dans le secteur, avec laquelle la société BOCHATON FRERES entretient, pour des motifs économiques ou financiers, une relation de rivalité depuis la fermeture de l'ancienne carrière de la Chenilla.

A cet égard, il ne vous aura pas échappé, à la lecture des pièces du dossier de demande d'autorisation environnementale dont vous êtes saisie, que la carrière projetée par la société CHB sur le territoire de la commune de Saint-Gingolph sera, en partie, implantée sur les terrains d'assiette de l'ancienne carrière de la Chenilla.

La carrière de la Chenilla, dont l'exploitation a cessé antérieurement à la date à laquelle la société CHB a déposé le dossier dont vous êtes saisie, a été exploitée par les sociétés CHB et BOCHATON FRERES en vertu d'une autorisation d'exploiter conjointe et solidaire qui leur avait été délivrée par le Préfet de la Haute-Savoie aux termes d'un arrêté n° 91-771 en date du 31 mai 1991, pris sur le fondement de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

L'arrêté préfectoral du 31 mai 1991 a, par la suite, été complété par un arrêté préfectoral n° 99-1521 en date du 11 juin 1999, en application duquel il appartenait aux sociétés BOCHATON FRERES et CHB de mettre fin à leurs activités extractives le 23 septembre 2020.

Dans le courant des années 2010, la société CHB a, avec l'accord de la SOCIETE BOURGEOISIALE DE SAINT-GINGOLPH, propriétaire des terrains d'assiette de l'exploitation susvisée, nourri le projet d'ouvrir, postérieurement à la fermeture de la carrière de la Chenilla, une carrière de roche massive à proximité de l'ancienne la carrière.

A la différence de l'exploitation de la carrière de la Chenilla, le projet porté par la société CHB n'a pas vocation à être conjointement mis en œuvre avec la société BOCHATON FRERES, avec laquelle la société CHB entretient de nombreux désaccords.

Le projet ainsi nourri par la société CHB a suscité une vive hostilité de la part de la société BOCHATON FRERES qui s'ingénie, depuis lors, à contrecarrer par tous les moyens l'ouverture de la future carrière de roche massive projetée par la société CHB.

Jusqu'à présent, la société BOCHATON FRERES a recouru à deux séries de moyens en vue de faire échec audit projet.

Tout d'abord, la société BOCHATON FRERES a assigné la société CHB devant le Tribunal Judiciaire de Thonon-les-Bains en prétendant qu'il existait, entre les deux anciennes co-exploitantes, une prétendue société civile créée de fait qui aurait dû, selon la société BOCHATON FRERES, contraindre la société CHB à partager le fruit de la future carrière avec la société BOCHATON FRERES.

Par un jugement en date du 12 mars 2020, le Tribunal a débouté la société BOCHATON FRERES de l'ensemble de ses demandes. La société BOCHATON FRERES a ensuite interjeté appel du jugement devant la Cour d'appel de Chambéry laquelle a, par un arrêt en date du 15 février 2022, rejeté à son tour – dans leur intégralité – les demandes de la société BOCHATON FRERES.

La société BOCHATON FRERES s'est alors pourvue en cassation.

Par un arrêt en date du 22 juin 2023, la Cour de cassation a confirmé l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Chambéry.

Ensuite, la société BOCHATON FRERES **a tenté de paralyser le plus longtemps possible** la mise en œuvre des opérations de remise en état du site de l'ancienne carrière, dans l'espoir de retarder le projet envisagé par la société CHB à proximité.

Dans ce contexte, et malgré le caractère conjoint et solidaire de l'exploitation de l'ancienne carrière, la société CHB n'a pas eu d'autre choix que d'assumer **seule**, à frais avancés, la remise en état du site.

En l'occurrence, c'est grâce à la société CHB – et à elle seule – que la remise en état de l'ancienne carrière de la Chenilla a pu être effectuée, ce que l'inspection de l'environnement a, du reste, constaté par un procès-verbal de récolement en date du 18 octobre 2021, par lequel l'administration a formellement acté l'achèvement des travaux de remise en état et la fermeture définitive de l'ancienne carrière.

Les démarches engagées par la société BOCHATON FRERES dans le cadre des présentes opérations d'enquête publique s'inscrivent dans une stratégie en tout point similaire.

Il est clair, en effet, que les critiques dirigées par la société BOCHATON FRERES contre la future carrière de Saint-Gingolph n'ont pas pour objet d'assurer la protection de l'environnement mais, avant tout, celui de saboter le projet porté par l'un de ses principaux concurrents.

Un tel objectif – qui trouve sa source dans une démarche animée par une intention purement commerciale ou financière – ne constitue pas un « intérêt protégé » au sens de l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

De ce seul fait, il nous semble que vous pourrez écarter d'emblée le mémoire produit par la société BOCHATON FRERES.

II/ A titre subsidiaire, sur le caractère infondé des arguments de la société BOCHATON FRERES

A titre subsidiaire, pour le cas où vous accepteriez néanmoins d'examiner les demandes formulées par la société BOCHATON FRERES, la société CHB entend formuler les observations suivantes sur chacune des critiques formulées au sein mémoire susmentionné, sous la forme du tableau synthétique ci-après.

#	ARGUMENTS DE BOCHATON FRERES	REPONSES & OBSERVATIONS DE CHB
1	CHB n'a pas produit le résumé non technique du dossier de demande d'autorisation sur la plateforme électronique dédiée à l'enquête publique (cf. pp. 5, 9 et 35).	<p>Contrairement aux allégations de la société BOCHATON FRERES, la société CHB a produit un résumé non technique du dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Ce document se situe dans le dossier intitulé « CHB 0.1 » (lors de la mise en ligne initiale du dossier sur le site internet de la préfecture) lequel comporte un fichier intitulé « CHB_St-Gingolph_Note_synthese_RNT.pdf », où figure une version du résumé non technique du dossier de demande d'autorisation datée du 9 mai 2023.</p> <p>Depuis la mise à jour du site internet de la préfecture, le document susvisé est désormais disponible dans le dossier intitulé « CHB_0-73 ».</p> <p>Conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2023, par lequel le préfet de la Haute-Savoie a soumis à enquête publique le projet porté par la société CHB, ce document figure, en toute hypothèse, au nombre des pièces annexées à l'exemplaire du dossier consultable sur support papier en mairie de Saint-Gingolph, lequel a été mis à la disposition du public à l'ouverture des opérations d'enquête publique. Le résumé non-technique est également accessible depuis la clef USB qui a été remise aux services de la commune de Saint-Gingolph, afin de permettre un accès au dossier numérique sur un poste informatique en mairie.</p>
2	CHB n'a pas produit l'avis rendu le 2 mai 2023 par la MRAe dans les délais prévus par l'article L. 123-19 du Code de l'environnement (cf. pp. 5 et 7).	<p>Contrairement aux allégations de la société BOCHATON FRERES, le dossier d'enquête publique comporte un exemplaire de l'avis rendu par la MRAe le 2 mai 2023.</p> <p>Cet avis constitue la Pièce 8-5 du dossier de demande d'autorisation et se situe dans le dossier intitulé « CHB 1 », dont un exemplaire a été versé au dossier de l'enquête publique dès le 23 octobre 2023, à l'ouverture des opérations d'enquête.</p> <p>Depuis la mise à jour du site internet de la préfecture, le document susvisé est désormais disponible dans le dossier intitulé « CHB_0-95 ».</p> <p>Conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2023, par lequel le préfet de la Haute-Savoie a soumis à enquête publique le projet porté par la société CHB, ce document figure, en toute hypothèse, au nombre des pièces annexées à l'exemplaire du dossier consultable sur support papier en mairie de Saint-Gingolph, lequel a été mis à la disposition du public à l'ouverture des opérations d'enquête publique. L'avis de la MRAe est également accessible depuis la clef USB qui a été remise aux services de la commune de Saint-Gingolph, afin de permettre un accès au dossier numérique sur un poste informatique en mairie.</p> <p>Dans la mesure où l'article 5 de l'arrêté du 2 octobre 2023 dispose que le dossier d'enquête publique pourra être consulté « pendant toute la durée de l'enquête publique », la mise à disposition de l'avis de la MRAe sur l'ensemble des supports susvisés le jour même de l'ouverture de l'enquête publique répond aux prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral précité.</p>
3	CHB n'a pas apporté de réponse à l'avis rendu le 2 mai 2023 par la MRAe (cf. pp. 5, 8 et 34).	Contrairement aux allégations de la société BOCHATON FRERES, le dossier d'enquête publique comporte une note en réponse à l'avis rendu le 2 mai 2023 par la MRAe.

		<p>Le document correspondant est annexé à la Pièce 8-5 du dossier et se situe dans le dossier intitulé « CHB 1 » (lors de la mise en ligne initiale du dossier sur le site internet de la préfecture – voir ci-dessus).</p> <p>Depuis la mise à jour du site internet de la préfecture, le document susvisé est désormais disponible dans le dossier intitulé « CHB_0-95 ».</p>
4	CHB n'a pas examiné les effets cumulés du projet de carrière de Saint-Gingolph avec le projet de travaux de protection de la RD 1005 (cf. p. 6).	<p>Dans la note établie par la société CHB en réponse à l'avis rendu par la MRAe, la société CHB a souligné que les textes applicables ne lui imposaient pas d'examiner les effets cumulés du projet de carrière et des travaux de protection de la RD 1005 (cf. note précitée, p. 14 – Pièce 8-5, disponible dans le dossier initialement intitulé « CHB 1 » et désormais dans le dossier intitulé « CHB_0-95 », depuis la mise à jour du site internet de la préfecture).</p> <p>Dans la note susvisée, la société CHB a, en l'occurrence, signalé à la MRAe qu'elle avait été informée des projets de travaux de la RD 1005 postérieurement au dépôt du dossier de demande d'autorisation. Les travaux de protection de la RD 1005 ont, en effet, fait l'objet d'un avis en date du 27 mars 2023, soit plus d'un an après la date à laquelle a été déposé le dossier de demande d'autorisation de la carrière de Saint-Gingolph (i. e. le 25 mars 2022).</p> <p>Il en résulte que, d'un strict point de vue juridique, la société CHB n'était pas tenue d'examiner les effets cumulés du projet de carrière de Saint-Gingolph avec le projet de protection de la RD 1005.</p> <p>Cependant, la société CHB a souligné, dans sa note, que le trafic routier lié à la carrière de Meillerie sera réduit au profit du trafic lacustre, ce qui aura pour effet de réduire les nuisances liées au trafic sur la RD 1005.</p>
5	CHB n'a pas examiné les effets cumulés du projet de carrière de Saint-Gingolph avec la carrière des Etalins située sur le territoire de la commune de Meillerie (cf. pp. 6, 18, 19, 22, 23 et 24).	<p>Contrairement aux allégations de la société BOCHATON FRERES, la société CHB a examiné les effets cumulés du projet de carrière de Saint-Gingolph et de la carrière située sur le territoire de la commune de Meillerie.</p> <p>En témoignent les développements figurant sous le paragraphe 4.7 de l'étude d'impact (cf. p. 186 – Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »), relatif aux effets cumulés du projet avec d'autres projets d'aménagement connus, où la société CHB a précisé que :</p> <div style="border-left: 1px solid black; padding-left: 10px;"> <p>« > Meillerie : exploitation de carrière</p> <p>⇒ Demande de renouvellement d'autorisation d'exploitation de la carrière de Meillerie. Le périmètre d'exploitation ne sera pas étendu, ainsi aucun impact n'est envisagé sur la faune, la flore et les habitats naturels. Aucun défrichement ne sera entrepris dans le cadre de ce projet. Seul un risque faible de colonisation de l'espèce invasive <i>Buddleja davidii</i> est envisagé. Aucun effet cumulé n'est donc à prévoir avec ce projet ».</p> </div> <p>Les éléments ci-dessus ont, par ailleurs, fait l'objet de précisions dans la note établie par la société CHB en réponse à l'avis de la MRAe (cf. note précitée, p. 14 – Pièce 8-5, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-95 »).</p> <p>Sur ce point, la société CHB a souligné que :</p> <div style="border-left: 1px solid black; padding-left: 10px;"> <p>« le projet de la carrière de Meillerie consiste à renouveler l'autorisation de la carrière existante, sans modification d'emprise du périmètre autorisé. La présence de cette carrière fait donc partie de l'état initial d'ores et déjà pris en compte dans l'étude d'impact.</p> <p>D'un point de vue paysager, du fait de leur éloignement et le relief du secteur, les covisibilités entre la carrière de St-Gingolph et celle de Meillerie sont limitées à une vue éloignée depuis le lac (cf. vue ci-dessous). Il sera rappelé que des mesures de réduction d'impact paysager sont d'ores et déjà prévues pour les deux projets ».</p> </div> <p>Au regard des éléments ci-dessus, la société BOCHATON FRERES n'est donc pas fondée à reprocher à la société CHB d'avoir omis d'examiner les effets cumulés entre son projet et la carrière de Meillerie.</p>

6	CHB n'a pas, malgré l'avis de la MRae, justifié du choix retenu au regard du manque de matériaux dont souffre le département de la Haute-Savoie (cf. p. 9)	<p>Contrairement aux allégations de la société BOCHATON FRERES, les recommandations de la MRae portent sur les besoins du territoire helvétique, et non sur ceux du département de la Haute-Savoie. Dans son avis (cf. p. 13 – Pièce 8-5, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-95 »), la MRae a, en effet, recommandé à la société CHB « de mieux étayer le besoin de création de cette carrière [...] <u>au regard de la destination helvétique</u> projetée de plus de la moitié de sa production ».</p> <p>Sous cet angle, la société BOCHATON FRERES n'est pas fondée à reprocher à la société CHB de s'être, dans la note qu'elle a établie en réponse à l'avis de la MRae (Pièce 8-5, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-95 »), focalisée sur le déficit en matériaux de construction dont souffre le canton de Vaud.</p> <p>En toute hypothèse, la société CHB a abondamment décrit les besoins en matériaux du département de la Haute-Savoie et, en particulier, du Chablais. En témoignent, sur ce point, les développements figurant sous le paragraphe 6.2.2 de l'étude d'impact (cf. pp. 215 et s. – Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »), relatif à la description des principales raisons des choix effectués, où la société CHB a mis en évidence l'important risque de pénurie auquel est exposé le Chablais.</p> <p>C'est d'ailleurs le sens de la note établie le 11 juin 2019 par les services de la DREAL à l'attention du préfet de la Haute-Savoie, dont un exemplaire est annexé à l'étude d'impact du projet (cf. Pièce 6-2, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-72 »), où les services précités ont mis en exergue les « tensions sur l'approvisionnement en matériaux dans le Chablais ».</p>
7	Le Chablais dispose d'ores et déjà d'un nombre suffisant de carrières, excluant tout « déficit » ou « tension » dans le secteur (cf. pp. 11, 13 et 14).	<p>Là encore, les allégations de la société BOCHATON FRERES ne sont pas fondées.</p> <p>En effet, dans le paragraphe 6.2.2.2 de l'étude d'impact, intitulé « un projet assurant la maîtrise des réserves régionales » (cf. pp. 216-218 – Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »), la société CHB a démontré « [qu']en l'état actuel des autorisations, la région [n'était] n'est plus autosuffisante ».</p> <p>La société CHB s'est, sur ce point, appuyée sur les données figurant dans le schéma régional des carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 décembre 2021.</p> <p>En l'occurrence, le schéma régional des carrières pointe que :</p> <p>« à 12 ans, les capacités de production de la région ne permettent plus de répondre aux besoins quantitatifs en matériaux. Le seuil de tension est passé au bout de 6 ans. [...] D'un point de vue qualitatif, la logistique serait notablement impactée par un maillage régional distendu au fil des années, voire une disparition totale de ressources locales d'approvisionnement. Malgré l'augmentation des capacités de recyclage, l'évolution de la construction et de la consommation, l'accroissement des distances de transport et la recherche de ressources hors région seraient inévitables à l'échéance du schéma ».</p> <p>Par ailleurs, la société CHB a souligné que le schéma régional des carrières avait conclu au fait que :</p> <p>« l'effondrement des capacités locales de production à très court terme est particulièrement marqué sur le bassin de consommation de Chambéry. Il ne saurait être compensé par le renouvellement des capacités de production en tenant compte des enjeux ».</p> <p>Au regard des éléments exposés ci-dessus, il est clair que le Chablais ne dispose pas, contrairement à ce qu'affirme la société BOCHATON FRERES, d'un nombre de carrières suffisant pour assurer les besoins du secteur en matériaux de construction.</p> <p>La société BOCHATON FRERES ne peut, au demeurant, ignorer une telle situation de pénurie.</p>

		<p>En effet, le président de la société BOCHATON FRERES, M. Jean-Marc BOCHATON, constitue l'un des contributeurs du Livre Blanc diffusé par la Fédération BTP 74 au cours de l'année 2016, où il a été mis en évidence le fait que les carrières actuellement autorisées ne répondaient plus aux besoins en matériaux du Chablais (voir, sur ce point, la page 212 de l'étude d'impact annexée au dossier, où il est fait référence au Livre Blanc précité – Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »).</p>
8	<p>La société CHB constituerait l'une des entités d'un « groupe » totalisant un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros, formé par les sociétés CHAVAZ PERE & FILS, CHB, SAGRAVE et SAGRADRANSE dont les carrières chablaisiennes permettraient de subvenir aux besoins en matériaux du secteur (cf. p. 11-13).</p>	<p>Une telle affirmation est purement et simplement erronée.</p> <p>En effet, le « groupe » invoqué par la société BOCHATON FRERES <u>n'existe pas</u>.</p> <p>Par ailleurs, l'allégation avancée par la société BOCHATON FRERES repose sur une vision très exagérée des liens noués entre les sociétés CHAVAZ PERE & FILS et SAGRADRANSE dans le cadre du présent dossier.</p> <p>En outre, la société CHB n'exerce plus aucune activité depuis la fermeture de la carrière de la Chenilla et ne génère, en conséquence, aucun résultat.</p>
9	<p>Les inventaires et études liées à la biodiversité auraient été menés « sans réelle analyse bibliographique ni visite de terrain » (cf. p. 15).</p>	<p>Contrairement aux allégations de la société BOCHATON FRERES, les développements de l'étude d'impact relatifs à l'état initial de la flore et de la faune sont systématiquement précédés d'une analyse bibliographique (voir, par ex. le paragraphe 3.4.4.1, p. 69, ainsi que le paragraphe 3.4.5.1, p. 78 – Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »).</p> <p>En outre, la société CHB a inséré dans l'étude d'impact un tableau récapitulant l'ensemble des visites qui ont été effectuées sur le terrain (cf. paragraphe 10.2, p. 299 – Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »). Au total, la société CHB a effectué sur le site 42 visites entre les années 2015 et 2022, à l'issue desquelles elle a dressé un inventaire des espèces qu'elle a contactées sur les terrains d'emprise de la future carrière (voir, sur ce point, les inventaires annexés à l'étude d'impact – Pièce 6-2, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-37 », Annexe 12). A toutes fins utiles, il importe de souligner que le nombre de visites ainsi effectuées par la société CHB (i. e. 42) présente un caractère très largement supérieur à la moyenne. En règle générale, ce type de dossier nécessite, en effet, 4 à 8 visites, réparties sur une durée de 12 à 24 mois.</p> <p>Sous cet angle, là encore, la critique articulée par la société BOCHATON FRERES n'est pas fondée.</p>
10	<p>Les inventaires et études liées à la biodiversité ne feraient état d'aucun piège photographique ni d'aucun détecteur à ultrason pour les chiroptères (cf. p. 15).</p>	<p>Les critiques formulées sur ce point par la société BOCHATON FRERES ne sont pas fondées.</p> <p>En effet, la société CHB a fait disposer neuf détecteurs à ultrasons passifs dans des types d'habitats différents entre 2016 et 2022 (cf. étude d'impact, p. 100 – Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »).</p> <p>Par ailleurs, la mise en place de pièges photographiques ne présente pas un caractère obligatoire.</p> <p>Quoi qu'il en soit, il convient de rappeler que la société CHB a très largement décrit dans son étude d'impact les règles méthodologiques qu'elle a suivies pour étudier les impacts du projet sur la biodiversité (cf. paragraphe 10.2, pp. 299 et s. – Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »).</p>
11	<p>Les différents groupes d'espèces et d'habitats naturels auraient dû faire l'objet d'une carte de synthèse (cf. p. 15).</p>	<p>La critique formulée sur ce point par la société BOCHATON FRERES ne laisse pas de surprendre.</p> <p>En effet, outre qu'il n'est pas matériellement possible de faire apparaître sur une seule et même carte l'ensemble des espèces/habitats inventoriés dans le secteur, une telle carte présenterait, en toute hypothèse, un caractère contreproductif, dans la mesure où les informations correspondantes, par leur nombre, la rendraient illisible.</p>

		<p>Au demeurant, un travail de synthèse a été réalisé sur ce point dans le corps du texte de l'étude d'impact annexée au dossier (Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »), via un tableau des enjeux (cf. étude d'impact, pp. 116 et s.) et une synthèse des incidences (cf. étude d'impact, pp. 187 et s.)</p> <p>Il importe, en outre, de souligner que la société CHB a également inséré dans l'étude d'impact une carte pour chaque groupe d'espèces/habitats.</p>
12	CHB ne fournit aucune information sur l'évolution des espèces sur le site depuis trente ans (cf. pp. 16 et 26).	<p>La critique formulée par la société BOCHATON FRERES n'est pas fondée, dans la mesure où le projet porté par la société CHB ne présente pas de lien avec la précédente période d'exploitation.</p> <p>Il appartient seulement à la société CHB de dresser un état initial de la situation, cristallisé à la date du dépôt du dossier de demande d'autorisation.</p> <p>En toute hypothèse, la société CHB a rassemblé des données entre les années 2015 et 2022, ce qui lui permet de disposer d'un aperçu historique sur sept ans.</p>
13	CHB ne fournit aucune étude consacrée au flux des camions sur le chargement du quai de Locum (cf. p. 17).	<p>Contrairement à ce que prétend la société BOCHATON FRERES, la société CHB a examiné les flux liés au chargement des matériaux sur le quai du Locum.</p> <p>En effet, les flux du Locum sont intégrés à ceux de la route d'accès à la carrière, que la société CHB a examinés sous le paragraphe 4.4.7 de l'étude d'impact (cf. p. 177 – Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »).</p>
14	CHB ne fournit aucune étude sur l'interaction avec la Via Rhona (cf. p. 18).	<p>Contrairement à ce que soutient la société BOCHATON FRERES, la société CHB a, dans le dossier de demande d'autorisation, pris en compte l'implantation de la Via Rhona sur les terrains d'emprise de la future carrière.</p> <p>A titre d'illustration, l'étude d'impact annexée au dossier évoque à de nombreuses reprises le tracé de la voie concernée (cf. pp. 17, 24, 110, 111, 140, 182 et 185), où elle a, notamment, souligné que la Via Rhona serait « séparée de la carrière par un deuxième talus boisé » (cf. p. 23).</p> <p>Ainsi que la MRAe l'a relevé dans l'avis du 2 mai 2023 (cf. p. 13), la société CHB a, par ailleurs, prévu d'installer sur la Via Rhona des « panneaux d'information », destinés à présenter la carrière et ses modalités d'exploitation.</p>
15	CHB ne fournit aucune étude sur l'impact du transport fluvial des matériaux extraits (cf. p. 20). Par ailleurs, CHB ne définit pas la production de gaz à effet de serre liée au transport de déblais en provenance de Suisse (cf. p. 37).	<p>Contrairement aux allégations de la société BOCHATON FRERES, la société CHB a examiné l'impact du projet sur le transport lacustre.</p> <p>En témoignent les développements figurant sous le paragraphe 4.4.7 de l'étude d'impact (cf. pp. 177-178), où la société pétitionnaire a abouti à la conclusion selon laquelle l'impact du projet sur le trafic lacustre pouvait être considéré comme « faible ».</p> <p>Au demeurant, la société CHB a annexé à son étude d'impact un rapport établi le 14 janvier 2021 par la société SOCOTEC intitulé « Comptage des émissions de gaz à effet de serre : impact carbone du transport » (Pièce 6-2, Annexe 15, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-43 »), dont il ressort que la mise en œuvre d'un transport lacustre des matériaux présente d'importants avantages sur le plan environnemental, notamment pour la qualité de l'air. En effet, le transport lacustre des matériaux permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre de la carrière de 58 % par rapport au transport des matériaux par la route. Par ailleurs, la société SOCOTEC a mis en évidence que le scénario « sans la carrière de Saint-Gingolph » se traduirait, en raison de l'importation de matériaux depuis le département de l'Ain, par une augmentation de 186 % des émissions de gaz à effet de serre.</p>
16	La future carrière présente une superficie totale de 200 hectares, et non de 32 hectares (cf. pp. 20 et 26).	<p>Une telle affirmation est purement et simplement erronée et n'a pas d'autre objet, en pratique, que de jeter le discrédit sur un dossier dont le cadre est, pourtant, régi par les dispositions du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitation de la carrière demeurera cantonnée au périmètre autorisé par le préfet, tel que présenté dans le dossier, c'est-à-dire 32 hectares.</p>

17	CHB ne produit pas le bail commercial conclu avec la société BOURGEOISIALE DE SAINT-GINGOLPH (cf. p. 21).	Le bail commercial ne constitue pas une pièce devant être produite dans le cadre d'un dossier de demande d'autorisation environnementale (C. env., art. R. 181-13 et D. 181-15-2). Afin de justifier de la maîtrise foncière, le contrat de forage liant l'exploitant et le propriétaire (ou équivalent) a été fourni sous pli confidentiel au service en charge de l'instruction.
18	CHB ne présente pas le bilan de l'exploitation antérieure de la carrière de la Chenilla (cf. p. 21).	Le bilan de l'exploitation antérieure d'une carrière distincte de celle faisant l'objet de la présente enquête publique n'a pas à figurer dans le dossier de demande d'autorisation environnementale ici examiné. Il en est d'autant plus ainsi que la carrière de la Chenilla a fait l'objet d'une procédure de remise en état dont l'achèvement a été acté par les services de l'Etat par un procès-verbal de récolement en date du 18 octobre 2021, <u>c'est-à-dire à une date antérieure</u> au dépôt du dossier d'autorisation d'exploiter de la carrière de Saint-Gingolph.
19	CHB ne produit pas de donnée sur la qualité de l'air au droit du site, en particulier à l'égard des particules fines (cf. p. 21). CHB ne définit pas, par ailleurs, la production de gaz à effet de serre liée au décapage des stériles (cf. p. 37).	Des développements figurent sous le paragraphe 3.3.5 de l'étude d'impact, relatif à la qualité de l'air (cf. p. 39 – <u>Pièce 6-1</u> , disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »), ainsi que des éléments sous le paragraphe 4.2.5, relatif aux incidences sur la qualité de l'air (cf. p. 144). Il convient, au reste, d'insister sur les bénéfices que présente le projet pour la qualité de l'air, ainsi que l'a souligné la société SOCOTEC dans le rapport qu'elle a établi le 14 janvier 2021 (voir ci-dessus – <u>Pièce 6-2</u> , Annexe 15, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-43 »).
20	CHB ne porte aucune attention à la ripisylve (cf. p. 26).	Contrairement à ce que soutient la société BOCHATON FRERES, la société CHB a accordé une attention spécifique à la ripisylve dans le dossier de demande d'autorisation. En témoignent les développements figurant sous le paragraphe 4.1.4.1 de l'étude d'impact, où il est, notamment, souligné que le périmètre du carreau d'exploitation sera « favorable à la préservation de la ripisylve en bordure du ruisseau de la Chéniaz » (cf. étude d'impact, p. 126).
21	CHB ne fournit aucune étude sur la faune et la flore lacustre des trois quais à moins de 4 kilomètres (cf. p. 27).	Contrairement à ce que soutient la société BOCHATON FRERES, la société CHB a, sous le paragraphe 3.4.2 de l'étude d'impact (cf. pp. 48-49 – <u>Pièce 6-1</u> , disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »), examiné les habitats naturels aquatiques. A ce titre, la société CHB a fait réaliser par le bureau d'études techniques SAGE ENVIRONNEMENT une étude des potentialités écologiques de la zone littorale du lac Léman sur les sites de chargement et de déchargement de la future carrière. Le rapport établi à cette occasion par la société SAGE ENVIRONNEMENT constitue l'une des annexes de l'étude d'impact du dossier (<u>Pièce 6-2</u> , Annexe 8, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-27 »).
22	CHB n'a pas étudié le risque de pollution du lac Léman (cf. p. 28).	Contrairement à ce que soutient la société BOCHATON FRERES, la société CHB a évalué le risque de pollution du lac Léman. En témoignent les développements figurant dans l'étude d'impact sous le paragraphe 7.2, relatif aux mesures de réduction (cf. pp. 233 et s. – <u>Pièce 6-1</u> , disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 ») et, en particulier, l'exposé de la mesure de réduction « MR 7 » intitulée « Gestion des eaux pluviales/de lessivage de la plateforme de déchargement (pontons du Locum) – Ouvrages compensatoires » (cf. pp. 239-241). En toute hypothèse, la société CHB a apporté des précisions sur ce point dans la note qu'elle a établie en réponse à l'avis rendu par la MRAe (<u>Pièce 8-5</u> , disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-95 »). Dans sa note (cf. p. 9), la société CHB s'est, en effet, engagée à mettre en place dès le début de la phase d'exploitation (i) un décanteur lamellaire et (ii) une vanne d'isolement des rejets. La société CHB a souligné que de telles mesures permettraient d'éviter une pollution majeure du lac.

		Par ailleurs, la société CHB a proposé de mettre en place un suivi régulier et détaillé des rejets en vue de qualifier et d'adapter au besoin le système de traitement ainsi envisagé.
23	Le projet n'est pas conforme à la loi « Littoral » (cf. p. 28), dans la mesure où ledit projet se situe à moins de 100 mètres du lac Léman et à moins de 50 mètres du ruisseau (cf. p. 37).	La société BOCHATON FRERES ne démontre pas en quoi le projet ne serait pas conforme aux dispositions de la loi « littoral ». Pour sa part, la société CHB a consacré de larges développements sur ce point dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande d'autorisation, auxquels la société CHB invite le commissaire enquêteur à se reporter en tant que de besoin (cf. paragraphe 9.2, pp. 282-285).
24	L'utilisation de l'eau du site en circuit fermé ne repose sur aucune étude sérieuse (cf. p. 30).	Contrairement à ce que soutient la société BOCHATON FRERES, la gestion des consommations en eau de la future carrière a fait l'objet d'une note détaillée annexée au dossier de demande d'autorisation sous la Pièce 8-4 , disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-94 ».
25	Le dossier serait insuffisant à l'égard du pompage effectué dans le lac (cf. p. 31)	La société BOCHATON FRERES ne démontre pas en quoi le dossier présenterait un caractère insuffisant vis-à-vis des prélèvements qui seront effectués dans les eaux du lac Léman. Sur ce point, il convient de rappeler que, dans l'étude d'impact annexée au dossier de demande d'autorisation (voir, par ex. : paragraphe 4.2.4, p. 142), la société CHB a souligné que « les volumes à prélever par la future prise d'eau reste[raient] négligeables sur la masse d'eau concernée (Lac Léman) ». Plus précisément, la société CHB a, dans l'étude d'impact (cf. paragraphe 4.2.4.2, p. 142) indiqué que : « le projet de carrière de Saint-Gingolph nécessite de disposer de l'eau pour le process envisagé. Les besoins sont estimés à 75 000/ 80 000m³ par an. Pour mémoire, il est envisagé de capter un suintement existant au sein du site et de prélever de l'eau dans le lac Léman avec une prise d'eau dans le lac (cf. Description du projet). <u>Pour mémoire cette prise d'eau n'est pas soumise à Loi sur l'eau</u> dans la mesure où le prélèvement sera largement inférieur au seuil des 400 m³/heure ou à celui des 2% du débit du Rhône, cours d'eau qui alimente le lac Léman. En effet, au regard du volume du Lac Léman (89 km³) et des débits entrants via le Rhône (entre 45,8 et 75,2 m³/s), <u>il sera considéré que la prise d'eau envisagée (25 m³/h), n'entraînera aucun effet significatif sur cette masse d'eau</u> ». Au vu des éléments rappelés ci-dessus, les critiques de la société BOCHATON FRERES ne sont pas fondées. A toutes fins utiles, la société CHB souhaite rappeler qu'elle a finalement renoncé à mettre en œuvre un dispositif de captage des eaux de suintement (cf. la note annexée au dossier de demande d'autorisation sous la Pièce 8-4 , disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé CHB_0-94, p. 2), ce que la société CHB a, du reste, signalé dans la note établie en réponse à l'avis de la MRaE (cf. p. 6 – Pièce 8-5 , disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-95 »).
26	Le projet souffre d'un manque de précisions sur les impacts éventuels d'un tel projet sur l'eau, la flore et la faune (cf. p. 37).	La remarque formulée sur ce point par la société BOCHATON FRERES n'est pas étayée et ne tient pas compte des nombreux éléments figurant dans l'étude d'impact annexée au dossier (Pièce 6-1 , disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »).
27	Le dossier ne comporte pas d'analyse liée au potentiel d'absorption de tonnes de l'accès Port Pinard sur la voirie de classe 2 (cf. p. 37).	Contrairement à ce qu'avance la société BOCHATON FRERES, le dossier comporte une analyse sur ce point. Pour mémoire, le port Pinard constitue le point d'ancrage des activités exercées par la société SAGRADRANCE sur le territoire de la commune de Publier où seront, en partie, livrés les matériaux issus de la carrière de Saint-Gingolph. Les activités projetées par la société CHB n'auront pas pour effet de générer des impacts supplémentaires sur les activités existantes du port Pinard.

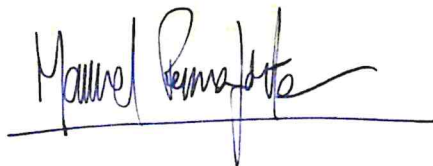
		En témoignent les développements figurant sous le paragraphe 4.4.7 de l'étude d'impact relatif aux axes de transport et au trafic (cf. pp. 177-178 – Pièce 6-1 , disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »), dont il ressort que « les matériaux seront essentiellement livrés dans des ports existants déjà utilisés par le groupe SAGRAVE, pour une activité équivalente ».
28	Le projet est intégré en zone « N » du plan local d'urbanisme (cf. p. 37).	<p>La société BOCHATON FRERES ne précise pas en quoi l'implantation du projet dans le périmètre de la zone « N » du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Gingolph présenterait une quelconque difficulté.</p> <p>En toute hypothèse, la société CHB a démontré que le projet présentait un caractère compatible avec les dispositions du plan local d'urbanisme, notamment celles relatives à la zone « N » (cf. étude d'impact, pp. 293 et s. – Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »).</p>
29	Le projet implique la construction d'une route d'exploitation dans le périmètre d'un espace boisé classé sans faire l'objet d'une autorisation de déboisement et « sous le couvert » d'une route forestière existante (cf. p. 37).	<p>Contrairement à ce qu'allègue la société BOCHATON FRERES, le projet n'est pas implanté dans le périmètre d'un espace boisé classé.</p> <p>En témoignent les développements figurant dans l'étude d'impact (cf. p. 34 – Pièce 6-1, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-10 »), où la société CHB a rappelé que :</p> <p>« les boisements de la zone d'étude carrière <u>ont fait l'objet d'une procédure de déclassement</u> d'Espaces Boisés Classés en 2016 par le biais d'une déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU. <u>A présent, ces boisements ne relèvent d'aucun classement particulier</u> ».</p> <p>L'observation formulée sur ce point par la société BOCHATON FRERES sera, en conséquence, écartée.</p> <p>La société BOCHATON FRERES apparaît d'autant moins fondée à critiquer les éventuelles opérations de déboisement requises par le projet que le règlement de la zone « N » du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Gingolph n'interdit nullement les opérations de coupe, d'abattage d'arbre et de défrichement, dont la réalisation demeure seulement assujettie à des « conditions particulières ».</p> <p>Au demeurant, la piste à laquelle la société BOCHATON FRERES semble, à première vue, faire référence a vocation à être implantée à l'extérieure à la future zone d'extraction. Elle aura, en principe, pour objet de faciliter l'accès au front de taille aux véhicules légers. La création de la piste concernée ne présente pas, en toute hypothèse, un caractère indispensable à l'exploitation du site, dans la mesure où l'accès au front de taille par les véhicules légers pourra être effectué <i>via</i> l'intérieur de la carrière.</p>
30	Le dossier ne comporte pas d'étude d'écoulement des eaux superficielles qui se déverseront sur la parcelle 1425 sans aucune concertation (cf. p. 37).	<p>La critique formulée sur ce point par la société BOCHATON FRERES n'est pas fondée.</p> <p>En témoigne le rapport établi par la société HIS & O le 16 novembre 2020, intitulé « Avis hydrauliques eaux pluviales », dont un exemplaire est annexé à l'étude d'impact (Pièce 6-2, Annexe 14, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-41 »).</p>
31	Le dossier ne comporte pas d'étude géotechnique sur la « zone d'activité commune » avec la société BOCHATON FRERES à la suite du « remblaiement de 2 000 000 tonnes » (cf. p. 37).	<p>Contrairement à ce que soutient la société BOCHATON FRERES, le dossier constitué par la société BOCHATON FRERES comporte une étude sur ce point.</p> <p>En témoignent les développements figurant dans l'étude géologique effectuée le 27 janvier 2021 par la société ALPES INGE (Pièce 6-2, Annexe 2, disponible sur le site internet de la préfecture dans le dossier intitulé « CHB_0-14 »), dont il ressort, sous le paragraphe relatif au « remblaiement paysager » (cf. p. 16), que :</p> <p>« un point particulier se trouve au niveau du lac de ré-essuyage des boues. [...] Au cours des premières années de remblaiement, si des signes d'instabilités apparaissent au droit du lac ou à proximité directe, il sera mis en œuvre un suivi permettant de comprendre les phénomènes en jeu et d'apporter des solutions pour les traiter.</p> <p>Afin de limiter les variations de comportement mécanique des matériaux déjà en place dans le lac, il est prévu un drainage en périphérie du lac pour limiter les apports d'eau dans celui ».</p>

		Au vu des précisions ci-dessus, la critique formulée par la société BOCHATON FRERES sera écartée.
32	Le dossier ne prend pas en compte le montant de l'indemnité d'éviction pour perte de fonds de commerce revendiquée par la société BOCHATON FRERES et qui correspondrait au montant moyen du chiffre d'affaires de ladite société. Par ailleurs, il ne prend pas non plus en compte les effets du bail commercial sur les aménagements réalisés par le « groupe SAGRAVE CHB » ni de l'exploitation commerciale implantée sur le domaine public (cf. p. 37).	<p>Les éléments ci-contre n'ont pas à figurer dans un dossier de demande d'autorisation environnementale.</p> <p>La remarque formulée par la société BOCHATON FRERES sera, en conséquence, écartée.</p> <p>En toute hypothèse, la société BOCHATON FRERES n'est pas fondée à revendiquer une quelconque indemnité d'éviction pour perte de fonds de commerce ni, du reste, un quelconque droit au bail conclu entre la société CHB et la SOCIETE BOURGEOISIALE DE SAINT-GINGOLPH, ainsi que l'a d'ailleurs confirmé la Cour de cassation dans son arrêt du 22 juin 2023.</p>

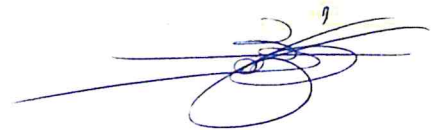
Telles sont les observations que la société CHB entend, à ce stade, formuler sur le mémoire produit par la société BOCHATON FRERES dans le cadre de la présente enquête publique.

Nous vous prions d'agréer, Madame le Commissaire enquêteur, l'expression de notre respectueuse considération.

Fait à Paris, mercredi 22 novembre 2023.



Manuel PENNAFORTE



Guillaume BAZIN